



Emplois : de Smart à INTEVA en passant par GGB... La relance passe par la sauvegarde des industries et des emplois

Le Premier ministre met l'accent sur ce qu'il appelle les territoires. Or, ces jours derniers, sont confirmées plusieurs annonces de fermetures de sites industriels dont les conséquences seraient désastreuses, non seulement pour les salariés des entreprises mais pour les bassins d'activité et d'emplois concernés.

La confédération FO apporte ainsi son soutien aux 1600 salariés de l'usine Smart à Hambach (Moselle) appelés à la grève et à une manifestation vendredi 24 juillet à Sarreguemines pour le « maintien des emplois industriels sur le site ». Après l'annonce du transfert en Chine de la fabrication de la SMART, le groupe Daimler abandonne ce site, où était promis le maintien des emplois dans le cadre de la fabrication d'un autre modèle, et alors que cette entreprise a bénéficié d'importantes aides publiques et que les salariés avaient déjà subi, dans le passé, une augmentation du temps de travail sans augmentation de salaire.

Dans le même département, c'est à Dieuze que l'entreprise GGB annonce l'arrêt de l'activité de son usine (88 salariés), fabricant des paliers pour l'industrie automobile notamment, alors qu'elle fonctionne à pleine activité.

Dans le département voisin, à St Dié des Vosges, c'est un établissement de l'entreprise INTEVA (241 salariés), fabricant de serrurerie automobile, qui est menacé de fermeture également. Là aussi, les salariés avec leurs syndicats, bien décidés à préserver leurs emplois et l'activité industrielle, étaient en grève ce mardi 21 juillet, ne comprenant pas que la logique de rentabilité financière l'emporte (le groupe INTEVA, qui possède trois sites en France, est en effet parmi les repreneurs mais pour deux sites seulement et 344 salariés sur 680 au total).

Le Secrétaire général, Yves Veyrier, a saisi systématiquement le Ministre de l'économie, des finances et de la relance, de ces situations comme, malheureusement bien d'autres, tandis que la fédération FO de la métallurgie et les unions départementales et syndicats FO interpellent à la fois les entreprises clientes et les pouvoirs publics locaux. Alors que se tient aujourd'hui une réunion avec les ministres concernés sur le plan de relance, le Secrétaire général de FO appelle le gouvernement à y intégrer la nécessité d'agir fermement afin de sauvegarder ces sites industriels comme d'autres, et donc les activités et les emplois concernés dont dépendent les économies locales, en responsabilisant strictement les entreprises et groupes bénéficiaires d'aides publiques.


Paris, le 22 juillet 2020


Contact :

Yves VEYRIER
Secrétaire général

Secrétariat général

 [yveyrier](mailto:yveyrier@force-ouvriere.fr)

 [@force-ouvriere.fr](https://www.facebook.com/forceouvriere)

 01.40.52.86.01